



# BOLETIM OFICIAL

PREÇO DESTE NÚMERO — 144\$00

Toda a correspondência quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do Boletim Oficial deve ser enviada à Administração da Imprensa Nacional, na cidade da Praia.

Os originais dos vários serviços públicos deverão conter a assinatura do chefe, autenticada com o respectivo carimbo a óleo ou selo branco.

O preço dos anúncios é de 1200\$ a lauda. Quando o anúncio for exclusivamente de tabelas intercaladas no texto, será o respectivo espaço acrescentado de 50%.

O mínimo de cobrança pela inserção no Boletim Oficial de qualquer anúncio ou outro assunto sujeito a pagamento é de 600\$.

Não serão publicados anúncios que não venham acompanhados da importância precisa para garantir o seu custo.

Os demais actos referente à publicação no Boletim Oficial estão regulamentados pelo Decreto n.º 74/92, publicado no Suplemento ao Boletim Oficial n.º 26/92, de 30 de Junho

## ASSINATURAS

### Para o país:

	Ano	Semestre
I Série .....	2 300\$00	1 700\$00
II Série .....	1 500\$00	900\$00
I e II Séries .....	3 100\$00	2 000\$00

AVULSO por cada página .. 6\$00

Os períodos de assinaturas contam-se por anos civis e seus semestres. Os números publicados antes de ser tomada a assinatura, são considerados venda avulsa.

### Para países de expressão portuguesa:

	Ano	Semestre
I Série .....	3 000\$00	2 400\$00
II Série .....	2 000\$00	1 700\$00
I e II Séries .....	3 800\$00	2 500\$00

### Para outros países:

I Série .....	3 400\$00	2 800\$00
II Série .....	2 500\$00	2 000\$00
I e II Séries .....	3 900\$00	2 800\$00

## 6.º SUPLEMENTO

### SUMÁRIO

#### ASSEMBLEIA NACIONAL

##### Resolução n.º 36/V/96

Aprova, para ratificação, a adesão ao Protocolo A/P.1/7/93, relativo à criação da Agência Monetária da África Ocidental - AMAO.

##### Resolução n.º 37/V/96

Aprova, para ratificação, as Emendas à Convenção de 29 de Março de 1995 que cria a Comissão Sub-Regional das Pescas, 1993..

##### Resolução n.º 38/V/96

Aprova, para ratificação, a Convenção Relativa à Determinação das Condições de Acesso e de Exploração dos Recursos Haliêuticos ao Largo das Costas dos Estados Membros da Comissão Sub-Regional das Pescas, 1993.

#### ASSEMBLEIA NACIONAL

##### Resolução n.º 36/V/96

de 30 de Dezembro

A Assembleia Nacional vota, no uso da faculdade conferida pela alínea c) do artigo 190.º da Constituição a seguinte Resolução:

#### Artigo 1.º

É aprovada para ratificação a adesão ao Protocolo A/P.1/7/93, relativa à criação de Agência Monetária da África Ocidental - AMAO, cujo texto em francês e respectiva tradução não oficial em português fazem parte integrante do presente diploma.

#### Artigo 2.º

A presente Resolução entra imediatamente em vigor.

Aprovada em 12 de Dezembro de 1996.

Publique-se.

O Presidente da Assembleia Nacional, *António do Espírito Santo Fonseca*.

### PROTOCOLE RELATIF A L' AGENCE MONETAIRE DE L' AFRIQUE DE L' OUEST PREAMBULE

Les Hautes Parties Contractantes;

Vu l'article 5 du Traité de la CEDEAO portant création de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement et définissant sa composition et ses fonctions;

Vu l'article 2 du Traité définissant les buts et objectifs de la Communauté;

Vu l'Accord portant création de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest signé le 14 mars 1975 à Lagos et amendé;

Rappelant la Décision A/DEC.12/7/91 de la Conférence relative à la rationalisation des dispositions institutionnelles régissant l'intégration Ouest-Africaine, et l'importance que revêt ladite Décision pour le processus d'intégration régionale;

Notant la Décision A/DEC.4/7/92 de la conférence relative à la transformation de la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest en une agence spécialisée autonome de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest;

Conscientes que ladite Décision A/DEC. 4/7/92 de la Conférence a eu por conséquence une transformation et un changement de dénomination da la Chambre de Compensation de l' Afrique de l'Ouest en Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO);

Reconnaissant que la transformation et le changement de dénomination visent à renforcer l'AMAO et à lui permettre de jouer un rôle plus efficace dans le procesus d'intégration monétaire régionale;

Acceptant que l'institution ainsi transformée aura en charge la mise en oeuvre du Programme de Coopération Monétaire de la CEDEAO ainsi que les questions monétaires et celles relatives aux paiements multilatéraux;

Vu les Statuts de l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest;

Conscientes de la nécessité de renforcer les ressources humaines et matérielles de la nouvelle institution en vue de lui permettre de faire face aux défis qu'implique l'élargissement de son mandat;

Vu les dispositions du Traité aux termes desquelles le Secrétariat Exécutif est chargé de l'harmonisation et de la coordination de tous les programmes et activités des Institutions de la Communauté dans le cadre de l'intégration régionale;

Vu l'article 38 du Traité instituant un Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de l'Afrique de l'Ouest composé des Gouverneurs des Banques Centrales des Etats Membres;

Notant la nécessité pour la Communauté de créer une Zone Monétaire Unique et l'engagement de la Communauté à cet égard;

Sont Convenues de ce qui suit:

## CHAPITRE PREMIER

### Article 1

#### Definitions

Aux fins du présent Protocole on entend par:

"Agence", l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest créée en vertu de l'article 2 du présent Protocole;

"Conférence", la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté créée en vertu de l'article 5 du Traité;

"Président", le Président du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de la CEDEAO;

"Comité des Gouverneurs", le Comité des Banques Centrales de l'Afrique de l'Ouest composé des Gouverneurs des Banques Centrales des ETats Membres, et créée en vertu de l'article 38 du Traité;

"Communauté", la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest créée par l'article 1 du Traité;

"Conseil", le Conseil des Ministres de la Communauté créée par l'article 6 du Traité;

"Cour de Justice de la Communauté", la Cour de Justice de la Communauté créée en vertu de l'article 56 du Traité;

"Direction Générale", la Direction Générale (siège) de l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest créée par l'article 10, paragraphe 1 du présent Protocole;

"Directeur Générale", le Directeur Général de l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest nommé en vertu de l'article 10, paragraphe 2 du présent Protocole;

"Secrétaire Exécutif", le Secrétaire Exécutif de la Communauté nommé en vertu de l'article 8 paragraphe 2 du Traité;

"Secrétariat Exécutif", le Secrétariat Exécutif de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest créée en vertu de l'article 8 paragraphe 1 du Traité;

"Etat Membre", ou "Etats Membres", Etat Membre ou Etats Membres de la Communauté;

"Region", la zone géographique correspondant à l'Afrique de l'Ouest suivant la définition de la Résolution CM/RES.464 (XXVI) d' Conseil des Ministres de l'OUA;

"Traité", le Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

## CHAPITRE II

### Creation, Objectifs et Fonctions de l'Agence

#### Article 2

#### Creation

1. Il est créé une Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO).

2. L'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest est une institution spécialisée et autonome de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

3. Des l'entrée en vigueur du présent Protocole l'Agence succède à la Chambre de Compensation de l'Afrique de l'Ouest. A cet égard tous les éléments de l'actif et du passif de la Chambre de Compensation de l'Afrique de l'Ouest sont transférés à l'Agence.

## Article 3

## Objectifs

1. L'Agence est chargée de toutes les questions de coopération monétaire et de paiements dans le cadre du processus d'intégration économique et monétaire de la Région.

2. Conformément à cet objectif, l'Agence doit:

- a) Promouvoir l'utilisation de monnaies nationales des Etats membres dans le cadre du commerce régional et d'autres transactions;
- b) Réaliser des économies dans l'utilisation des réserves extérieures des Etats membres;
- c) Encourager et promouvoir le commerce et la libéralisation des échanges des Etats Membres;
- d) Renforcer la coopération monétaire et les consultations entre les Etats Membres;
- e) Aider les Etats membres à harmoniser et à coordonner leurs politiques monétaires et fiscales ainsi que leurs programmes d'ajustement structurel;
- f) Assurer le contrôle, la coordination et la mise en oeuvre du programme de coopération monétaire de la CEDEAO;
- g) Encourager l'application par les Etats Membres de politiques macro-économiques, permettant d'avoir des taux de change et des taux d'intérêt déterminés par le marché dans le cadre du commerce intra-régional;
- h) Initier et promouvoir des politiques et des programmes visant à l'intégration monétaire de la région;
- i) Assurer la création d'une zone monétaire unique.

## Article 4

## Fonctions

Dans le cadre de la poursuite des objectifs énoncés à l'article 3 ci-dessus, l'Agence assume entre autres les fonctions suivantes:

- a) Elle élabore des politiques et des programmes visant à promouvoir la coopération et l'harmonisation monétaire et fiscale dans le cadre de l'intégration économique et monétaire de la région;
- b) Elle assure la gestion du système multilatéral de compensation et de paiements;
- c) Elle est chargée de la gestion du mécanisme du fonds de garantie et de crédit et du système de chèques de voyage de l'Afrique de l'Ouest;
- d) Elle entreprend des études sur des questions liées à la coopération monétaire et fiscale et au règlement de la dette extérieure et à toutes autres questions économiques internationales affectant les économies des Etats membres;

- e) Elle élabore des rapports périodiques sur les taux de change, sur la libéralisation des changes et du commerce, sur l'harmonisation, fiscale et monétaire, sur l'évolution de la balance des paiements et sur d'autres questions liées à la coopération monétaire.
- f) Elle assure la collecte, le stockage et la diffusion des données statistiques destinées à l'usage des banques centrales des Etats Membres en pouvant être mises à la disposition d'autres utilisateurs;
- g) Elle assume toutes autres fonctions que lui confie le Comité des Gouverneurs.

## CHAPITRE III

## Organes de L'Agence: Creation, Composition et Fonctions

## Article 5

## Creation

Sont créés aux termes du présent article, les organes suivants:

- a) Un Comité des Gouverneurs;
- b) Une Direction Générale;
- c) Deux Comité consultatifs techniques, à savoir:
  - Le Comité chargé des questions économiques et monétaires;
  - Le Comité des Opérations et de l'Administration.

## Article 6

## Le Comité des Gouverneurs: Pouvoirs, Composition et Fonctions

1. Sous réserve des dispositions du Traité et du présent protocole, tous les pouvoirs de l'Agence sont dévolus au Comité des Gouverneurs.

2. Le Comité des Gouverneurs est composé des gouverneurs de toutes les Banques Centrales des Etats Membres ou leurs représentants.

3. Dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont dévolus aux termes du paragraphe 1 ci-dessus, le Comité des Gouverneurs est chargé des fonctions suivantes:

- a) Formuler des avis et faire des recommandations au Conseil et à la Conférence, et leur présenter des rapports périodiques sur:
  - (i) Les questions liées à l'intégration économique et monétaire de la région;
  - (ii) Les mesures de politique à mettre en oeuvre afin d'atteindre les objectifs visés dans le programme de coopération monétaire de la CEDEAO, notamment la réalisation de la convertibilité des monnaies nationales; la libéralisation du commerce et des mouvements de capitaux; la promotion des investissements transfrontaliers et la mise en place d'une zone monétaire unique.

b) Déterminer les modalités et les procédures relatives au fonctionnement du mécanisme des paiements et des règlements, notamment:

- (i) La méthode de calcul des lignes de crédit et de débit;
- (ii) Les taux d'intérêt à appliquer par l'Agence;
- (iii) La parité de l'unité de compte de l'Afrique de l'Ouest;

c) Élaborer les règles et règlement régissant l'accès au mécanisme du fonds de crédit et de garantie;

d) Autoriser l'émission des chèques de voyage de l'Afrique de l'Ouest;

e) Organiser des consultations périodiques avec les Ministres des Finances et ceux du Plan des Etats membres;

f) Nommer le Directeur Général et fixer ses attributions et les conditions de sa rémunération;

g) Approuver l'organigramme de l'Agence;

h) Définir les organes techniques de l'Agence.

4. Sous réserve des dispositions de l'Article 21 du présent Protocole, l'interprétation et la modification des dispositions des statuts de l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest relèvent de la compétence du Comité des Gouverneurs.

5. La Conférence et la Conseil peuvent assigner d'autres fonctions au Comité des Gouverneurs.

#### Article 7

##### Procédure de Fonctionnement du Comité des Gouverneurs

1. Le Comité des Gouverneurs se réunit au siège de l'Agence ou à tout autre endroit de son choix.

2. Le Comité des Gouverneurs se réunit au moins deux fois l'an aussi souvent qu'il le juge nécessaire.

3. Les réunions du Comité des Gouverneurs sont convoquées par le Directeur-General sur instruction du Président en exercice.

4. Le Comité des Gouverneurs élit selon le principe de rotation et dans un ordre à déterminer par lui, un de ses membres pour assurer la Présidence du Comité.

5. La durée du mandat du président du Comité des Gouverneurs est d'un an.

6. Lorsqu'un Président en exercice cesse d'être membre du Comité des Gouverneurs avant l'expiration de son mandat, la personne nommée à sa place assume les fonctions de président pour le rest du mandat.

7. Sous réserve des dispositions du Traité et du présent Protocole, le Comité des Gouverneurs définit son Règlement Intérieur.

#### Article 8

##### Procédure de Vote

1. Chaque membre du Comité des Gouverneurs dispose d'une voix.

2. Toutes les questions soumises à l'appréciation du Comité des Gouverneurs sont tranchés par consensus ou de toute autre manière que le Comité des Gouverneurs peut décider peut décider.

#### Article 9

##### Les Comités Techniques: Creation, Composition et Fonctions

1. Les Comités technique de l'Agence sont:

- a) Le Comité chargé des Opérations et de l'Administration;
- b) Le Comité chargé des questions économiques et monétaires;
- c) Tout autre Comité technique que le Comité des Gouverneurs peut juger nécessaire de créer.

2. Le Comité des Operations et de l'Administration est composé des Directeurs des Operations extérieures de toutes les Banques Centrales des Etats membres ou leurs représentants.

3. Le Comité des Opérations et de l'Administration est chargé de ce qui suit:

- a) Contrôler la performance du système de compensation et de paiement;
- b) Examiner et soumettre au Comité des Gouverneurs le budget annuel de l'Agence;
- c) Examiner les questions liées au personnel de l'Agence;
- d) Assumer toute autre fonction que lui confie le Comité des Gouverneurs.

4. Le Comité chargé des questions économiques et monétaires est composé des directeurs des études de toutes les banques centrales des Etats membres et des cadres appropriés des Ministères des Finances des Etats Membres.

5. Le Comité chargé des questions économiques et monétaires est chargé des fonctions suivantes:

- a) Examiner et évaluer les études et les rapports élaborés par la Direction Générale, et faire des recommandations appropriées au Comité des Gouverneurs;
- b) Suivre et évaluer les progrès accomplis dans la mise en oeuvre du programme de coopération monétaire de la CEDEAO et faire des recommandations appropriées au Comité des Gouverneurs.
- c) Entreprendre toute autre fonction que lui confie le Comité des Gouverneurs.



6. Le Comité des Opérations et de l'Administration et le Comité chargé des Questions Economiques et Monétaires se réunissent en session ordinaire au moins deux (2) fois l'an.

Toutefois, les Comités peuvent se réunir en session extraordinaire à la demande de leurs Présidents respectifs.

Article 10

**Direction Generale de L'Agence: Composition et Mode de Recruitment**

1. La Direction Générale comprend le cabinet du Directeur General et tous autres Départements et Divisions que le Comité des Gouverneurs peut périodiquement, sur recommandation du Directeur Général, juger nécessaire de créer.

2. Le Directeur Général est le premier responsable de l'Agence. Il est nommé par le Comité des Gouverneurs pour un mandat de quatre (4) ans renouvelable une seule fois. Il ne peut être relevé de ses fonctions que par le Comité des Gouverneurs.

3. Tout ressortissant des Etats Membres peut présenter sa candidature au poste de Directeur Général.

4. En plus du Directeur Général, la Direction Générale est dotée du personnel que le Comité des Gouverneurs juge nécessaire pour assurer le bon fonctionnement de l'Agence.

5. Si, pour une raison quelconque le poste de Directeur Général devient vacant, le Comité des Gouverneurs nomme un nouveau Directeur pour un mandat de quatre (4) ans.

6. Le Directeur Général assure la gestion de l'Agence, sous la supervision du Comité des Gouverneurs. Il est chargé de l'organisations de l'Agence, ainsi que du recrutement et du licenciement des agents conformément au Statut du Personnel.

7. Sous réserve de l'importance primordiale qu'il y a de veiller à ce que l'Agence soit dotée des plus grandes compétences techniquement éprouvées, le Directeur Général tiendra dûment compte, pour le recrutement des membres du personnel, de la nécessité de maintenir une répartition géographique raisonnable des postes entre les ressortissants de tous les Etats membres.

Article 11

**Code de Conduite du Directeur Général et des Membres du Personnel**

Dans l'exercice de leurs fonctions, le Directeur Général et les autres membres du personnel doivent faire preuve de dévouement et de loyauté à l'endroit de l'Agence. Chaque Etat membre s'engage à respecter le caractère international de cette mission et à s'abstenir de tout acte visant à influencer le Directeur Général ou tout autre membre du personnel dans l'exercice de leurs fonctions.

CHAPITRE IV

**Dispositions Financieres**

Article 12

**Budget**

1. Il est fixé pour chaque exercice financier un budget de l'Agence.

2. Le Comité des Opérations et de l'Administration examine le projet de budget élaboré et présenté par le Directeur Général pour l'exercice financier et le soumet ensuite au Comité des Gouverneurs pour examen et approbation.

3. Les ressources budgétaires proviennent des contributions annuelles des Banques centrales des Etats Membres, et de toutes autres ressources que le Comité des Gouverneurs peut approuver.

4. La clé de répartition des contributions au budget de l'Agence est établie selon une formule déterminée périodiquement par le Comité des Gouverneurs.

5. Toutes les dépenses d'investissements et toutes les dépenses extra budgétaires sont réparties entre les Banques Centrales des Etats Membres sur une base égalitaire

6. L'exercice financier de l'Agence couvre la période allant du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

Article 13

**Comptes et Rapports de Comptes**

1. Le Directeur Général veille à la bonne tenue de la comptabilité et des documents comptables adéquats fiables portant sur toutes les activités de l'Agence. Les comptes y relatifs sont audités pour chaque exercice financier par le ou (les) commissaire(s) aux comptes nommé(s) par le Comité des Gouverneurs.

2. L'Agence élabore et soumet au Comité des Gouverneurs un rapport annuel auquel est joint un état des comptes vérifiés.

3. Tous les rapports, recommandations et propositions du Comité des Gouverneurs sont présentés au Conseil par son Président.

Article 14

**Règlement Financier**

L'Agence est régie par Règlement Financier approuvé par le Comité des Gouverneurs.

CHAPITRE V

**Rapports avec le Secretariat Executif et les autres Organisations Internationales**

Article 15

**Rapports avec le Secretariat Executif**

1. Les rapports que l'Agence entretient avec le Secretariat Executif s'inscrivent dans le cadre des dispositions du Traité et des dispositions générales relatives à l'intégration économique et des dispositions générales relatives à l'intégration économique e de la Communauté.

2. Le Secrétaire Exécutif assiste aux réunions du Comité des Gouverneurs à l'invitation de celui-ci. Le Secrétaire Exécutif n'a pas de voix délibérative à ces réunions. Toutefois, à ses occasions il est habilité à faire des exposés sur les politiques et programmes de la CEDEAO.

3. Le Secrétariat Exécutif et la Direction Générale de l'Agence s'invitent mutuellement aux réunions techniques et statutaires respectives de leurs deux Institutions.

4. Le Secrétariat Exécutif peut proposer l'inscription de points à l'ordre du jour provisoire des réunions de l'Agence et réciproquement.

5. Le Secrétariat Exécutif et la Direction Générale de l'Agence échangent régulièrement des rapports sur les activités de leurs institutions respectives.

#### Article 16

##### Rapports avec les autres Organisations Internationales

L'Agence entretient des rapports et coopère avec toutes les organisations internationales si elle juge ces rapports souhaitables. Tout accord que l'Agence désire conclure avec ces organisations est soumis à l'approbation du Comité des Gouverneurs.

Tous les Accords conclus sont déposés auprès du Secrétariat Exécutif.

## CHAPITRE VI

### Dispositions Générale et Finales

#### Article 17

##### Siège

Sauf décision contraire du Comité des Gouverneurs, le siège de l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest, est situé à Freetown an Sierra Leone.

#### Article 18

##### Langues de Travail

Les langues de Travail de l'Agence sont les mêmes que celles de la Communauté.

#### Article 19

##### Statut, Privilèges et Immunités

1. L'Agence, en tant qu'organe spécialisé de la Communauté, est dotée de la personnalité juridique. Elle jouit, sur le territoire de chacun de ses Etats membres, des privilèges et immunités suivants:

- a) La capacité juridique nécessaire à l'exercice des fonctions qui lui sont confiées aux termes du présent Protocole;
- b) Le pouvoir d'acquérir, de détenir ou de céder des biens meubles et immeubles.

2. Dans l'exercice de la personnalité juridique qui lui est conférée dans le présent article, l'Agence est représentée par son Directeur Général.

3. Les Etats membres accordent, sur leur territoire, aux fonctionnaires et aux biens de l'Agence les mêmes privilèges et immunités que eux accordés aux fonctionnaires et aux biens de la Communauté conformément aux dispositions de la Convention Générale sur les Privilèges et Immunités de la Communauté.

#### Article 20

##### Amendements

1. Tout Etat membre ou le Comité des Gouverneurs peut soumettre des propositions d'amendement ou de révision du présent Protocole. Toute proposition de cette nature doit être communiquée au Secrétaire Exécutif.

2. Le Secrétaire Exécutif doit recueillir l'avis du Comité des Gouverneurs sur toute proposition d'amendement ou de révision introduite par un Etat membre.

3. Le Secrétaire Exécutif doit transmettre toute proposition ou tout avis du Comité des Gouverneurs à tous les Etats membres au plus tard dans les trente (30) jours qui suivent leur réception et ce conformément aux paragraphes 1 et 2 du présent Article.

4. Les amendements ou révisions peuvent être adoptés par la Conférence. Ils entrent en vigueur conformément aux dispositions du Traité.

#### Article 21

##### Differends

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application des dispositions du présent Protocole est réglé à l'amiable par accord direct sans porter atteinte aux dispositions du Traité et du présent protocole.

2. A défaut, l'une ou l'autre partie ou le Comité des Gouverneurs ou tout autre Etat Membre peut saisir la cour de justice de la Communauté dont la décision est sans appel.

#### Article 22

##### Entrée en vigueur

1. Le présent protocole entre en vigueur dès sa ratification par au moins neuf (9) Etats signataires, conformément aux procédures constitutionnelles de chaque Etat signataire.

2. Le présent protocole et tous ses instruments de ratification sont déposés auprès du Secrétariat Exécutif qui transmet des copies certifiées conformes dudit protocole à tous les Etats membres, pour les informer de la date à laquelle les instruments de ratification ont été déposés.

3. Le présent protocole sera enregistré auprès de l'organisation de l'Unité Africaine, de l'Organisation des Nations Unies et de toute autre organisation désignée par la Conférence.

4. Le présent Protocole est annexé au Traité dont il fait partie intégrante.

En foi de quoi nous, Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, avons signé le présente Protocole.

Fait a Cotonou le 24 juillet 1993 en un seul original en anglais et en français, tous les deux textes faisant également foi.

S.E. *Nicéphore Dieudonné Soglo*. — Président de la République du Bénin

S.E. *Dr Amos Claudius Sawyer*. — Président du Gouvernement Intérimaire d'Unité Nationale de la République du Libéria.

S.E. *Blaise Compaore*. — Président du Faso Chef du Gouvernement.

S.E. *Alpha Oumar Konare*. — Président de la République du Mali.

S.E. *Carlos Alberto Wahnon de Carvalho Veiga*. — Premier Ministre de la République du Cap Vert.

S.E. *Ahmed Ould Zein*. — Ministre, Secrétaire Général de la République Islamique de Mauritanie pour le Président de la République Islamique de Mauritanie.

S.E. *Alassane Dramane Ouattará*. — Premier Ministre de la République de Côte d'Ivoire pour le Président de la République de Côte d'Ivoire.

S.E. *Mahamane Ousmane*, Président de la République du Niger.

S.E. *Alhaji Sir Dawa Kairaba Jawara*, Président de la République de Gambie.

S.E. le Général *Ibrahim Badamasi Babangida*, Président et Commandant-en-Chef des Forces Armées de la République Fédérale du Nigeria.

S.E. le Capitane d'Aviation *Jerry John Rawlings*, Président de la République du Ghana.

S.E. *Habib Thiam*, Premier Ministre de la République du Sénégal Pour le Président de la République du Senegal.

S.E. Général *Lansana Conte*, Président de la République du Guinée, Chef de l'Etat.

S.E. Capitane *Valentine E. M. Strasser*, Président du Conseil Suprême d'Etat, du Consil National Provisoire do Gouvernement et Chef de l'Etat de la République de Sierra Leone.

S.E. Général, *João Bernardo Vieira*, Président du Conseil d'Etat de la République de Guinée Bissau.

S.E. *Fambaré Outtara Natchaba*, Ministre des Affaires Etrangères e de la Coopération de la République Togolaise pour le Président de la République Togolaise.

PROTOCOLO A/P. 1/7/93 RELATIVO A AGÊNCIA  
MONETÁRIA DA AFRICA OCIDENTAL

(AMAO)

PREAMBULO

As Partes Contratantes;

Visto o artigo 5 do Tratado da CEDEAO que cria a Conferência dos Chefes de Estado e de Governo e define a sua composição e funções;

Visto o artigo 2 do Tratado que define os princípios e objetivos da Comunidade;

Visto o acordo que cria a Câmara de Compensação da Africa Ocidental, assinado em 14 de Março de 1975, em Lagos, e modificado;

Em referência à Decisão A/DEC. 12/7/91 da Conferência respeitante à racionalização das disposições institucionais que regulam a integração da Africa Ocidental e a importância desta no processo de integração regional;

Tomando nota da Decisão A/DEC. 4/7/92 da conferência relativa à transformação da Câmara de Compensação da África Ocidental numa agência especializada autónoma da Comunidade Económica dos Estados da África Ocidental;

Conscientes de que a Decisão A/DEC. 4/7/92 da Conferência teve por consequência a transformação e mudança de denominação da Câmara de Compensação da África Ocidental em Agência Monetária da África Ocidental (AMAO);

Reconhecendo que a instituição assim transformada ficará encarregada de implementar o Programa de Cooperação Monetária da CEDEAO, bem como as questões monetárias e as concernentes aos pagamentos multilaterais;

Visto o Estatuto da Agência Monetária da África Ocidental;

Conscientes da necessidade de reforçar os recursos humanos e materiais da nova instituição com vista a permitir-lhe fazer face aos desafios que implicam o alargamento do seu mandato;

Vistas as disposições do Tratado nos termos das quais o Secretariado Executivo fica encarregado da harmonização e coordenação de todos os programas e actividades das Instituições da Comunidade no quadro da integração regional;

Visto o artigo 38º do Tratado que institui o Comité dos Governadores dos Bancos Centrais da África Ocidental composto pelos Governadores dos Bancos Centrais dos Estados Membros;

Tomando nota da necessidade da Comunidade criar uma zona Monetária Única e do engajamento da mesma a esse respeito;

Conviram no que se segue:

CAPÍTULO I

Artigo 1º

Definições

Para efeitos do presente Protocolo entende-se por:

«Agência», a Agência Monetária da África Ocidental, criada ao abrigo do artigo 2º do presente Protocolo;

«Conferência», a Conferência dos Chefes de Estado e de Governo da Comunidade criada ao abrigo do Artigo 5º do Tratado;

«Presidente», o Presidente do Comité dos Governadores dos Bancos Centrais da CEDEAO;

«Comité dos Governadores», o Comité dos Bancos Centrais da África Ocidental, composto pelos Governadores dos Bancos dos Estados Membros, e criado ao abrigo do artigo 38º do Tratado;

«Comunidade», a Comunidade Económica dos Estados da África Ocidental, criada ao abrigo do artigo 1º do Tratado;

«Conselho», o Conselho de Ministros da Comunidade criado ao abrigo do artigo 6º do Tratado;

«Tribunal de Justiça da Comunidade», o Tribunal de Justiça da Comunidade, criado ao abrigo do artigo 56º do Tratado;

"Direcção-Geral, a Direcção-Geral (Sede) da Agência Monetária da África Ocidental, criada ao abrigo do artigo 10, parágrafo 1, do presente Protocolo;

«Director-Geral», o Director-Geral da Agência Monetária da África Ocidental, nomeado ao abrigo do artigo 10º, parágrafo 2 do presente Protocolo;

«Secretariado Executivo», o Secretário Executivo da Comunidade, nomeado ao abrigo do artigo 8º, parágrafo 2 do Tratado;

«Secretário Executivo», Secretariado Executivo da Comunidade Económica dos Estados da África Ocidental, criado ao abrigo do artigo 8º, parágrafo 1 do Tratado;

«Estado Membro» ou «Estados Membros», Estado Membro ou Estados Membros da Comunidade;

«Região», a zona geográfica correspondente à África Ocidental, de acordo com a Resolução CM/RES. 464 (XXVI) do Conselho de Ministros da OUA;

«Tratado», o Tratado da Comunidade Económica dos Estados da África Ocidental.

## CAPÍTULO II

### Criação, objectivos e funções da agência

#### Artigo 2º

#### Criação

1. É criada uma Agência Monetária da África Ocidental (AMAO).

2. A Agência Monetária da África Ocidental é uma instituição especializada e autónoma da Comunidade Económica dos Estados da África Ocidental.

3. A Agência substitui a Câmara de Compensação da África Ocidental, a partir da data de entrada em vigor do presente Protocolo. Consequentemente, todos os elementos do activo e do passivo da Câmara de Compensação da África Ocidental são transferidos para a Agência.

#### Artigo 3º

#### Objectivos

1. A Agência fica encarregada de todas as questões de cooperação monetária e de pagamento no quadro do processo de integração económica e monetária da Região.

2. De acordo com esse objectivo, compete à Agência;

- a) Promover a utilização das moedas nacionais dos Estados Membros no âmbito do comércio regional e de outras transacções;
- b) Realizar economias na utilização das reservas exteriores dos Estados Membros;
- c) Encorajar e promover o comércio e a liberalização de trocas dos Estados Membros;
- d) Reforçar a cooperação monetária e as consultas entre os Estados Membros;
- e) Apoiar os Estados Membros na harmonização e coordenação das suas políticas monetárias e fiscais, assim como dos seus programas de ajustamento estrutural;
- f) Assegurar o controlo, a coordenação e implementação do Programa de cooperação monetária da CEDEAO;
- g) Encorajar a aplicação pelos Estados Membros, de políticas macro-económicas que permitam a existência de taxas de câmbio e de taxas de juro determinadas pelo mercado no âmbito do comércio intra-regional;
- h) Iniciar e promover políticas e programas que visem a integração monetária da região.

#### Artigo 4º

#### Funções

Para a prossecução dos objectivos enunciados no artigo precedente, a Agência assume, entre outras, as seguintes funções:

- a) Elaborar políticas e programas que visem a promoção da cooperação e a harmonização monetária e fiscal no quadro da integração económica e monetária da região;
- b) Assegurar a festão do sistema multilateral de compensação e de pagamento;
- c) Gerir o mecanismo do fundo de garantia e de crédito e do sistema de cheques de viagem da África Ocidental;
- d) Empreender estudos sobre questões ligadas à cooperação monetária e fiscal e à regularização da dívida externa, e, igualmente, a quaisquer outras questões relacionadas com a economia internacional que afectam as economias dos Estados Membros;
- e) Elaborar relatórios periódicos sobre as taxas de câmbio, a liberalização das trocas e do comércio, a harmonização fiscal e monetária, a evolução da balança de pagamentos e, ainda, sobre outras questões ligadas à cooperação monetária;
- f) Assegurar a recolha, compilação e difusão de dados estatísticos destinados à utilização dos bancos centrais dos Estados Membros e que possam ser divulgados;



- g) Assumir quaisquer outras tarefas que lhe forem confiadas pelo Comité dos Governadores.

### CAPÍTULO III

#### Órgãos da Agência: Criação, composição e funções

##### Artigo 5º

##### Criação

Nos termos do presente artigo, são criados os seguintes órgãos:

- a) Um Comité de Governadores;
- b) Uma Direcção-Geral;
- c) Dois Comités consultivos técnicos, a saber:
  - . O Comité encarregado das questões económicas e monetárias;
  - . O Comité de Operações e de Administração;

##### Artigo 6º

#### O Comité dos Governadores: Poderes, composição e funções

1. Salvo o disposto no Tratado e no presente protocolo, todos os poderes da Agência são transferidos para o Comité dos Governadores;

2. O Comité dos Governadores é composto pelos governadores de todos os Bancos Centrais dos Estados Membros ou seus representantes;

3. No exercício dos poderes que lhe são transmitidos nos termos do nº 1 do presente artigo, o Comité dos Governadores fica encarregado das seguintes funções:

- a) Formular avisos e fazer recomendações ao conselho e à conferência, e apresentar-lhes relatórios periódicos sobre:
  - i) As questões ligadas à integração económica e monetária da região;
  - ii) As medidas políticas a serem implementadas com vista a atingir os objectivos propostos no programa de cooperação monetária da CEDEAO nomeadamente a realização da convertibilidade das moedas nacionais; a liberalização do comércio e dos movimentos de capitais; a promoção dos investimentos transfronteiriços e a implementação de uma zona monetária única.
- b) Determinar as modalidades e procedimentos relativos ao funcionamento do mecanismo de pagamentos e de regularização, nomeadamente:
  - i) O método de cálculo das linhas de crédito e de débito;
  - ii) As taxas de juro a aplicar pela Agência;
  - iii) A paridade da unidade de conta da África Ocidental;

- c) Elaborar as normas e regulamentos que regulam o acesso ao mecanismo do Fundo de Crédito e de Garantia;

- d) Autorizar a emissão de cheques de viagem da África Ocidental;

- e) Organizar consultas periódicas com os Ministros das Finanças e do Plano dos Estados Membros;

- f) Nomear o Director-Geral e fixar as suas atribuições e condições de sua remuneração;

- g) Aprovar o organigrama da Agência;

- h) Definir os órgãos técnicos da Agência.

4. Salvo o disposto no artigo 21º do presente protocolo, a interpretação e alteração das disposições dos Estatutos da Agência Monetária da África Ocidental são da competência do Comité dos Governadores.

5. A Conferência e o Conselho podem atribuir outras funções ao Comité dos Governadores.

##### Artigo 7º

#### Normas de funcionamento do Comité dos Governadores

1. O Comité dos Governadores reúne-se na sede da Agência ou em qualquer outro lugar de sua escolha.

2. O Comité dos Governadores reúne-se pelo menos duas vezes ao ano e sempre que entender necessário fazê-lo.

3. As reuniões do Comité dos Governadores são convocadas pelo Director-Geral sob instrução do Presidente em exercício.

4. O Comité dos Governadores elege um dos seus membros para assegurar a Presidência do Comité, segundo o princípio de rotatividade e numa ordem a determinar pelo mesmo.

5. A duração do mandato do Presidente do Comité dos Governadores é de um ano.

6. Logo que um Presidente em exercício deixa de ser membro do Comité dos Governadores antes de expirar o seu mandato, a pessoa nomeada para o substituir assume as funções de presidente para o resto do mandato.

7. Salvo o disposto no Tratado e no presente Protocolo, o Comité dos Governadores estabelece o seu Regulamento Interno.

##### Artigo 8º

#### Procedimento de votação

1. Cada membro do Comité dos Governadores dispõe de um voto.

2. Todas as questões submetidas à apreciação do Comité dos Governadores são decididas por consenso ou de outra foram escolhida pelo mesmo Comité.

Artigo 9º

**Os Comitês técnicos: Criação, composição e funções**

1. Os Comitês técnicos da Agência são:

- a) O Comité encarregado das Operações e da Administração;
- b) O Comité encarregado dos assuntos económicos e monetários;
- c) Qualquer outro Comité técnico que o Comité dos Governadores julgar necessário criar.

2. O Comité de Operações e Administração é composto pelos Directores das Operações exteriores de todos os Bancos Centrais dos Estados Membros ou seus representantes.

3. Compete ao Comité de Operações e Administração:

- a) Controlar a performance do sistema de compensação e de pagamento;
- b) Examinar e submeter ao Comité dos Governadores o orçamento anual da Agência;
- c) Examinar os assuntos ligados ao pessoal da Agência;
- d) Assumir todas as outras funções que lhe forem confiadas pelo Comité dos Governadores.

4. O Comité encarregado dos assuntos económicos e monetários é composto pelos Directores de estudos de todos os Bancos Centrais dos Estados Membros e dos quadros competentes dos Ministérios das Finanças dos Estados Membros.

5. O Comité encarregado dos assuntos económicos e monetários fica incumbido do seguinte:

- a) Examinar e avaliar os estudos e relatórios elaborados pela Direcção-Geral, e fazer as recomendações pertinentes ao Comité dos Governadores;
- b) Seguir e avaliar os progressos conseguidos na realização do programa de cooperação monetária da CEDEAO e fazer as recomendações necessárias ao Comité dos Governadores;
- c) Desempenhar as demais funções que lhe forem confiadas pelo Comité dos Governadores.

6. O Comité de Operações e Administração e o Comité encarregado dos Assuntos Económicos e Monetários reúnem-se em sessão ordinária pelo menos duas (2) vezes ao ano.

Todavia, poderão aos Comitês reunir-se em sessão extraordinária a pedido dos seus respectivos Presidentes.

Artigo 10º

**Direcção-Geral da Agência: Composição e forma de recrutamento**

1. A Direcção-Geral compreende o Gabinete do Director-Geral e todos os Departamentos e Divisões que o Comité dos Governadores, periodicamente, entender necessário criar, sob recomendação do Director-Geral.

2. O Director-Geral é o primeiro responsável pela Agência. Ele é nomeado pelo Comité dos Governadores por um mandato de quatro (4) anos, renovável uma única vez. Não pode ser demitido das suas funções a não ser pelo Comité dos Governadores.

3. Qualquer cidadão dos Estados Membros pode apresentar a sua candidatura ao posto de Director-Geral.

4. Para além do Director-Geral, a Direcção-Geral é dotada do pessoal que o Comité dos Governadores julgar necessário para assegurar o bom funcionamento da Agência.

5. Se por qualquer razão o posto de Direcção-Geral ficar vago, o Comité dos Governadores nomeia um novo Director por um mandato de quatro (4) anos.

6. O Director-Geral assegura a gestão da Agência, sob a supervisão do Comité dos Governadores. É encarregado da organização da Agência, assim como do recrutamento e suspensão dos agentes, de acordo com o Estatuto de Pessoal.

7. Sob reserva da importação primordial de velar para que a Agência seja dotada da competência tecnicamente reconhecida, para efeitos de recrutamento de pessoal o Director-Geral terá em devida conta a necessidade de manter uma repartição geográfica equilibrada dos postos de trabalho de entre os nacionais de todos os Estados membros.

Artigo 11º

**Código de conduta do Director-Geral e dos membros do pessoal**

No exercício das suas funções, o Director-Geral e os restantes membros do pessoal devem fazer prova de dedicação e lealdade à Agência. Cada Estado Membro compromete-se a respeitar o carácter internacional dessa missão e a abster-se de quaisquer actos que visem influenciar o Director-Geral ou qualquer outro membro do pessoal no exercício das suas funções.

**CAPÍTULO IV**

**Disposições financeiras**

Artigo 12º

**Orçamento**

1. É estabelecido por cada exercício financeiro um orçamento da Agência.

2. O Comité de Operações e Administração examina o projecto de orçamento elaborado e apresentado pelo Director-Geral para o exercício financeiro e submete-o em seguida ao Comité dos Governadores para análise e aprovação.

3. Os recursos orçamentais são provenientes das contribuições anuais dos Bancos Centrais dos Estados Membros, e de quaisquer outros recursos que o Comité dos Governadores possa aprovar.

4. O critério de repartição das contribuições para o orçamento da Agência é estabelecido periodicamente pelo Comité dos Governadores.

5. Todas as despesas de investimento e todas as despesas extra-orçamentais são divididas entre os Bancos

Centrais dos Estados Membros numa base igualitária.

6. O exercício financeiro da Agência cobre o período que decorre de 1 de Janeiro a 31 de Dezembro de cada ano.

#### Artigo 13º

##### Contas e relatórios de contas

1. O Director-Geral zela pelo bom andamento da contabilidade e pelos documentos contabilísticos adequados e fiáveis, respeitantes a todas as actividades da Agência. As contas relativas a cada exercício financeiro são auditadas pelo(s) comissário(s) de contas nomeado(s) pelo Comité dos Governadores.

2. A Agência elabora e submete ao Comité dos Governadores o relatório anual ao qual se junta o relatório de auditoria às contas.

3. Todos os relatórios, recomendações e propostas do Comité dos Governadores são submetidos ao Conselho pelo seu Presidente.

#### Artigo 14º

##### Regulamento financeiro

A agência funciona nos termos do Regulamento Financeiro previamente aprovado pelo Comité dos Governadores.

### CAPÍTULO V

#### Relatórios com o Secretariado Executivo e as outras Organizações Internacionais

#### Artigo 15º

##### Relatórios com o Secretariado Executivo

1. Os relatórios que a Agência troca com o Secretariado Executivo inserem-se no quadro das disposições do Tratado e das disposições gerais relativas à integração económica da Comunidade.

2. O Secretário Executivo assiste às reuniões do Comité dos Governadores sob convite deste último. O Secretário Executivo não detem voto deliberativo nestas reuniões. Contudo, pode intervir em matéria de políticas e programas do CEDEAO.

3. O Secretariado Executivo e a Direcção-Geral da Agência convidam-se mutuamente para as reuniões técnicas e estatutárias das Instituições respectivas.

4. O Secretariado Executivo pode propor a inscrição de pontos na ordem do dia provisória das reuniões da Agência e vice-versa.

5. O Secretariado Executivo e a Direcção-Geral da Agência trocam entre si, regularmente, os relatórios de actividades das instituições respectivas.

#### Artigo 16º

##### Relatórios com as outras Organizações Internacionais

A Agência troca relatórios e coopera com todas as organizações internacionais desde que os mesmos sejam considerados adequados. Qualquer acordo que a Agência deseja celebrar com as ditas organizações deve ser submetido à aprovação do Comité dos Governadores.

Todos os Acordos celebrados são depositados junto do Secretariado Executivo.

### CAPÍTULO VI

### Disposições gerais e finais

#### Artigo 17º

##### Sede

Salvo decisão em contrário do Comité dos Governadores, a Sede da Agência Monetária da África Ocidental fica situada em Freetown, Serra Leoa.

#### Artigo 18º

##### Línguas de trabalho

As línguas de trabalho da Agência são as mesmas da Comunidade.

#### Artigo 19º

##### Estatuto, privilégios e imunidades

1. Enquanto órgão especializado da Comunidade, a Agência está dotada de personalidade jurídica. Ela goza dos privilégios e imunidades seguintes no território de cada um dos Estados membros:

- (a) A capacidade jurídica necessária ao exercício das funções que lhe são confiadas nos termos do presente Protocolo;
- (b) O poder de adquirir, deter ou ceder os bens móveis e imóveis.

2. No exercício da personalidade jurídica que lhe é conferida pelo presente artigo, a Agência é representada pelo seu Director-Geral.

3. No território respectivo, os Estados membros outorgam aos funcionários e aos bens da Agência os mesmos privilégios e imunidades que aqueles atribuídos aos funcionários e aos bens da Comunidade, de acordo com o estipulado na Convenção Geral sobre os Privilégios e Imunidades da Comunidade.

#### Artigo 20º

##### Emendas

1. Todo o Estado membro ou o Comité dos Governadores pode submeter propostas de emenda ou de revisão ao presente Protocolo. Qualquer proposta desta natureza deve ser comunicada ao Secretário Executivo.

2. O Secretário Executivo deve reconhecer o aviso do Comité dos Governadores sobre qualquer proposta de emenda ou de revisão apresentada por um Estado membro.

3. O Secretário Executivo deve transmitir toda e qualquer proposta ou aviso do Comité dos Governadores a todos os Estados membros o mais tardar no período de trinta (30) dias seguintes à data da sua recepção e de conformidade com o estipulado nos parágrafos 1 e 2 do presente artigo.

4. As emendas ou revisões podem ser adoptadas pela Conferência. Entram em vigor segundo as disposições do Tratado.

#### Artigo 21º

##### Diferendos

1. Qualquer diferendo relatório à interpretação ou à aplicação das disposições do presente Protocolo resolve-se de forma amigável, mediante acordo directo, sem tomar em atenção as disposições do Tratado e do presente Protocolo.

2. Na ausência de acordo referido no número ante-

rior, uma ou a outra parte ou o Comité dos Governadores ou, ainda, qualquer Estado membro pode solicitar a intervenção do tribunal de justiça da Comunidade, sendo a decisão sem recurso.

Artigo 22º

**Entrada em vigor**

1. O presente Protocolo entra em vigor após a sua ratificação por pelo menos nove (9) Estados signatários, de conformidade com os procedimentos constitucionais de cada Estado signatário.

2. O presente Protocolo e os respectivo instrumentos de ratificação ficam depositados junto do Secretariado Executivo que, por sua vez, envia cópias certificadas dos mesmos a todos os Estados membros, informando-os da data em que os instrumentos de ratificação foram aí depositados.

3. O presente Protocolo será registado junto da Organização da Unidade Africana, da Organização das Nações Unidas e de qualquer outra organização designada pela Conferência.

4. O presente Protocolo fica anexo ao Tratado do qual constitui parte integrante.

Para sua inteira fé e validade, nós, os chefes de Estado e do Governo da Comunidade Económica dos Estados da África Ocidental, assinámos o presente Protocolo.

**Resolução n° 37/V/96**

**de 30 de Dezembro**

A Assembleia Nacional vota no uso da faculdade conferida pela alínea a) do artigo 190º da Constituição a seguinte Resolução:

Artigo 1º

É aprovada para ratificação, as Emendas à Convenção de 29 de Março de 1985 que cria a Comissão Sub-Regional das Pescas, 1993, cujo texto em francês e a respectiva tradução não oficial em português fazem parte integrante do presente Diploma.

Artigo 2º

Esta Resolução entra imediatamente em vigor e as referidas emendas à Convenção produzirão efeitos de conformidade com o que nelas se estipula.

Aprovada em 12 de Dezembro de 1996.

Publique-se.

O Presidente da Assembleia Nacional, *António do Espírito Santo Fonseca*.

**Amendement a la Convention du 29 mars 1985**

Article premier

Les articles 1, 5, 6, 7, 9, 12, 13, 14, 15, 16, 18, 19, 21 et 25 de la Convention du 29 mars 1985 portant création d'une Commission Sous-Régionale des Pêches sont modifiés comme suit:

«Article premier: Il est créé une Commission sous-régionale des Pêches (C.R.S.P.) regroupant le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau. La Mauritanie et le Sénégal. La Commission est dotée de la personnalité juridique et a la capacité d'ester en justice.

La Commission jouit sur les territoires des Etats membres des privilèges et immunités définies à l'annexe I de la présente convention.

Article 5: La Conférence des Ministres chargés des Pêches des Etats membres est l'instance suprême de la Commission.

Elle a pour mandat de définir les objectifs de la coopération sous-régionale et de se prononcer sur toute question relative à la préservation et à l'exploitation des ressources halieutiques de la sous-région.

Toutefois, son action d'harmonisation en la matière doit tenir compte des politiques nationales de pêche des Etats membres.

Article 6: La présidence de la Conférence des Ministres est assurée à tour de rôle pour une durée de deux (2) ans par chacun des Ministres chargés des Pêches et suivant l'ordre alphabétique des Etats membres.

Entre deux sessions le Président de la Conférence des Ministres représente celle-ci et veille à l'application de ses directives.

Article 7: La Conférence des Ministres se réunit en session ordinaire tous les deux (2) ans et autant que de besoin en sessions extraordinaires.

La session ordinaire est convoquée par le Président de la Conférence des Ministres pour les dates proposées par l'Etat devant abriter ladite session.

Les sessions extraordinaires sont convoquées par le Président de la Conférence des Ministres soit sur sa propre initiative soit à la demande de la majorité des Etats membres.

Articles 9: Le Comité de Coordination est l'organe technique consultatif de la Conférence des Ministres.

Il est composé des Directeurs des Pêches ou de tout autre Expert désigné par les Etats membres.

Il a pour mandat:

- de collaborer avec le Secrétaire Permanent surtout en ce qui concerne l'organisation des réunions et l'application des décisions de la Conférence des Ministres;
- de formuler des recommandations à la Conférence des Ministres sur les questions à examiner.

Article 12. La structure permanente, organe d'exécution de la Commission, est le Secrétariat Permanent dirigé par un Secrétaire Permanent.

Sur proposition des Etats membres, la Conférence des Ministres décide de la nomination du Secrétaire Permanent pour une période de quatre (04) ans renouvelable une (01) fois.

La prise en charge du Secrétariat Permanent est assurée par les cotisations des Etats membres selon un barème défini par décision de la Conférence des Ministres, laquelle décision fait partie intégrante de la Convention.

Article 13

Le Secrétariat Permanent sous l'autorité du Président de la Conférence des Ministres, est chargé:



- d'exécuter les décisions de la la Conférence des Ministres;
- d'organiser les réunions programmés;
- de maintenir les liaisons régulières avec les Etats membre par l'intermédiaire des membres du Comité de Coordination;
- de préparer les documents sur les mesures d'aménagement qu'il convient de prendre dans l'intérêt de la Sous-Région.
- d'élaborer, en rapport avec les services de recherche des programmes conjoints de recherche à soumettre à l'étude et au financement des bailleurs de fonds;
- de nommer le personnel du Secrétariat Permanent conformément au statut du personnel adopté par la Conférence des Ministres;
- de soumettre le projet de budget de la Commission à la Conférence des Ministres;
- d'exécuter le budget tel qu'adopté par la Conférence des Ministres et de rendre compte à la Conférence de l'exécution dudit budget;
- de représenter la Commission vis-à-vis des tiers.
- de présenter un rapport d'activités à la Conférence

Article 14: Le Secrétaire Permanent, après avis favorable du Président de la Conférence des Ministres, organise des réunions techniques autant que le besoin.

Ces réunions, qui peuvent se tenir dans tout Etat membre, ont pour but l'examen des questions scientifiques, techniques, juridiques et économiques ou d'autres sujets particuliers se rapportant au programme de coopération adopté par la Conférence des Ministres. Elles sont ouvertes aux experts des Etats Membres et autres personnalités invitées par le Secrétaire Permanent.

Article 15: Le Secrétaire Permanent est responsable devant la Conférence des Ministres à laquelle il rend compte des activités du Secrétariat. Entre deux sessions, il est placé sous l'autorité du Président de la Conférence des Ministres.

Article 16: Les frais engagés par les participants du fait de leur présence aux réunions de la Conférence des Ministres, du comité de Coordination et aux réunions techniques sont à la charge de leurs gouvernements ou organisations respectifs.

Les frais engagés pour organiser sur son territoire une réunion de la Conférence des Ministres, du Comité de Coordination ou des réunions techniques sont à la charge du pays d'accueil.

Les ressources financières de la Commission comprennent outre les contributions des Etats mentionnées à l'article 12 paragraphe 3 ci-dessus, les subventions des Etats ou des organismes internationaux, les dons, legs et autres ressources compatibles avec les objectifs de la Commission.

Article 18: Pour la réalisation des objectifs de la Commission, le Secrétaire Permanent peut coopérer, autant que besoin, avec les organismes nationaux et internationaux ayant des objectifs similaires, pour as-

surer une collaboration et une coordination efficaces des actions programmées, à charge pour lui de rendre compte à la Conférence des Ministres.

Article 19: Le Secrétaire Permanent peut également inviter tout organisme international approprié à envoyer des experts ou des observateurs aux réunions de la Commission.

Article 21: Tout Etat membre qui désire se retirer de la Commission le notifie par écrit au Président de la Conférence des Ministres qui en informe immédiatement les autres Etats membres.

La présente Convention cesse de s'appliquer à cet Etat dans un délai de six (6) mois à partir de la date de notification, sans préjudice des obligations notamment financières résultant d'engagements antérieurs.

Le retrait d'un Etat membre n'entraîne pas la dissolution de la Commission.

En cas de retrait de l'Etat assumant la présidence de la Conférence des Ministres, la présidence est assumée par l'Etat devant organiser la session ordinaire suivante de la Conférence des Ministres.

Article 25: La présente convention sera soumise à la ratification des Etats signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification seront déposés auprès de l'Etat siège, qui en informe les autres Etats membres.

Les Etats membres élaborent et adoptent des protocoles additionnels prescrivant notamment des mesures, des procédures et des normes visant à préciser et à renforcer les modalités de mise en oeuvre des dispositions de la présente convention.

#### Article 2

Le présent amendement entre en vigueur après dépôt des instruments de ratification par les Etats membres.

Fait à Praia, République du Cap Vert, le 14 Juillet 1993, en langues anglaise, arabe, française et portugaise, les quatre (4) textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République de Cap-Vert, Madame *Maria Helena Nobre de Morais Q. Semedo*.

Pour le Gouvernement de la République de Guinée, Monsieur *Ibrahima Sory Sow*.

Pour le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie, *ilégible*.

Pour le Gouvernement de la République de Gambie, Monsieur *Sajo Touray*.

Pour le Gouvernement de la République de Guinée-Bissau, *Eduardo Fernandes*.

Pour le Gouvernement de la République du Sénégal, *ilégible*.

#### ANNEXE I

##### Privileges et immunités de la Commission Sous-Régionale des Pêches

Les immunités et privilèges dont bénéficie la Commission Sous-Régionale des Pêches sur les territoires des Etats membres sont définies dans la présente annexe à la Convention du 29 mars 1985 créant la Commission Sous-Régionale des Pêches.

**Article Premier:** La commission jouit sur le territoire des Etats membres des privilèges et immunités nécessaires à son fonctionnement sauf renonciation expresse de sa part.

### **Titre Premier: Des biens de la Commission**

**Article 2:** Le siège et les autres locaux de la commission sont inviolables; ses biens et avoirs sont exempts de réquisition, confiscation, expropriation ou toute autre contrainte exécutive, administrative, judiciaire ou législative.

**Article 3:** Le siège est sous le contrôle du Secrétaire Permanent de la commission.

Les fonctionnaires ou agents du gouvernement du pays hôte, qu'ils soient administratifs, judiciaires, militaires ou de police ne pourront pénétrer au siège pour y exercer leurs fonctions officielles qu'avec le consentement du Secrétaire Permanent et aux conditions définies par celui-ci.

Toutefois, le Secrétaire Permanent doit empêcher que le siège ne serve de refuge aux personnes:

- poursuivies pour flagrant délit;
- recherchées pour l'exécution d'une décision de justice, d'un arrêté d'expulsion ou tentant de se soustraire à la signification d'un acte de procédure judiciaire.

**Article 4:** Le Gouvernement du pays hôte veille à la tranquillité et à la sécurité du siège.

A la demande du Secrétaire Permanent, le Gouvernement du pays hôte veille au maintien de l'ordre au siège et fait explorer, selon les instructions du Secrétaire Permanent, toute personne que celui-ci jugerait indésirable.

**Article 5:** La commission jouit, pour ses communications officielles, d'un traitement aussi favorable que celui que Etats membres accordent à toute organisation inter-étatique.

La correspondance officielle et les autres communications de la commission ne peuvent être censurées; ceci s'applique, sans que cette énumération soit exhaustive, aux publications, documents, photographies et aux enregistrements, audio-visuels destinés à l'usage officiel de la Commission.

**Article 6:** La Commission est exonérée de tous droits, impôts et taxes et de toutes prohibitions et restrictions d'importation, d'exportation à l'égard des objets importés par elle pour son usage officiel. Toutefois les objets ainsi importés en franchise ne pourront être vendus sur le territoire des Etats membres qu'en accord avec l'Etat sur le territoire duquel se fait la vente.

Le Gouvernement s'engage à faciliter l'entrée en franchise des objets destinés à l'usage officiel de la Commission

**Article 7:** La Commission a le droit d'utiliser pour ses besoins officiels les moyens de transport des Gouvernements des Etats membres aux mêmes conditions que les missions diplomatiques permanentes.

**Article 8:** Un protocole additionnel doit intervenir entre les Etats membres pour définir avec précision les conditions d'exécution et d'exploitation de tout ouvrage d'intérêt commun ainsi que les obligations réciproques des Etats-membres.

## **Titre II: des immunités et privilèges des fonctionnaires, agents et experts de la commission**

**Article 9:** Les fonctionnaires, agents et experts de la Commission pouvant bénéficier des immunités et privilèges ci-dessous font l'objet d'une liste qui est transmise régulièrement par le Secrétaire Permanent au Ministère Chargé des relations extérieures de l'Etat concerné. Les fonctionnaires, agents et experts agréés sont munis d'une pièce d'identité spéciale délivrée par ledit Ministère.

**Article 10:** Les fonctionnaires, agents et experts de la Commission bénéficient des privilèges et immunités reconnus à l'Article V section 11 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations-Unies du 13 Février 1984.

**Article 11:** Les représentants des Etats membres de la Commission bénéficient des privilèges et immunités reconnus à l'Article V section 11 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations-Unies du 13 Février 1946.

**Article 12:** Les privilèges et immunités reconnus dans la présente annexe sont accordés dans l'intérêt de la Commission et non à l'immunité de tout fonctionnaire, agent ou expert, dans tous les cas où, à son avis, cette immunité entraverait l'action de la justice et peut être levée sans porter atteinte aux intérêts de la commission.

Dans les mêmes conditions, l'immunité du Secrétaire Permanent est levée par la Conférence des Ministres convoquée en session extraordinaire, ou au besoin par consultation à domicile.

La Commission collabore en tout temps avec les autorités compétentes des Etats membre en vue de faciliter une bonne administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police et d'éviter tout abus auquel pourrait donner lieu les privilèges, immunités et facilités énumérés dans la présente annexe.

**Article 13:** Les experts étrangers rattachés à la commission au titre d'une assistance technique jouissent sur le territoire des Etats membres des mêmes immunités, privilèges et facilités que ceux reconnus aux fonctionnaires et agents de la Commission.

**Article 14:** Outre les privilèges et immunités prévus aux articles précédents, le Secrétaire Permanent, tant en ce qui le concerne qu'en ce qui concerne son conjoint et ses enfants mineurs, jouiront des privilèges, immunités, exemptions et facilités accordés, conformément au droit international, aux représentants diplomatiques.

## **Titre III - clauses finales**

**Article 15:** Les dispositions de la présente annexe sont interprétées compte tenu de son objet, qui est de permettre à la commission d'assurer pleinement et efficacement ses fonctions et d'atteindre ses objectifs.

**Article 16:** Le Secrétaire Permanent peut conclure avec plusieurs Etats membres des accords additionnels aménageant, en ce qui concerne ce (ces) Etat(s) les dispositions ci-dessus.

Les accords additionnels seront, dans chaque cas, soumis à l'approbation de la Conférence des Ministres.

Article 17: Tout autres pays de la sous-régio qui adhère à la Commission conformément à l'article 17 de la Convention du 29 mars 1985 portant création de la commission Sous-Régionale des Pêches, est soumis aux dispositions de la présente annexe.

## Annexe II

Cle de repartition des cotisations pour le budget du Secretariat Permanent de la C.S.R.P.

Pays	Pourcentage
CapVert .....	13,30
Gambie .....	13,30
Guinee .....	20,00
Guinee-Bissau.....	13,40
Mauritanie .....	20,00
Senegal .....	20,00
Total .....	100,00

## COMISSÃO SUB-REGIONAL DAS PESCAS

## EMENDAS A CONVENÇÃO DE 29 DE MARÇO DE 1995 VISANDO A CRIAÇÃO DA COMISSÃO SUB-REGIONAL DAS PESCAS

## Artigo 1º

Os artigos 1º, 5º, 6º, 7º, 9º, 12º, 13º, 14º, 15º, 16º, 17º, 18º, 19º, 21º e 25º da Convenção de 29 de Março de 1985 visando a criação de uma Comissão Sub-Regional das Pescas foram modificados como se segue:

Artigo Primeiro: É criada uma Comissão sub regional das Pescas (CRSP) que reagrupa Cabo Verde, a Gâmbia, a Guiné, a Guiné-Bissau, a Mauritânia e o Senegal. A Comissão é dotada de personalidade jurídica e capacidade de interpor uma acção judicial.

A Comissão goza nos territórios dos Estados membros de privilégios e imunidades definidas no anexo I da presente convenção.

Artigo 5º: A Conferência dos Ministros responsáveis pelas Pescas dos Estados membros é a instância máxima da Comissão.

Ela tem por mandato definir os objectivos da cooperação sub-regional e se pronunciar sobre qualquer questão relativa à preservação e à exploração dos recursos haliêuticos da sub-região.

Todavia, a sua acção de harmonização na matéria deve levar em conta as políticas nacionais de pesca dos Estados membros.

Artigo 6º: A presidência da Conferência dos Ministros é assegurada de dois em dois anos por cada um dos Ministros responsáveis das Pescas e seguindo a ordem alfabética dos Estados Membros.

Entre duas sessões, o Presidente da Conferência dos Ministros representa a mesma e zela pela aplicação das suas directivas.

Artigo 7º: A Conferência dos Ministros reúne-se ordinariamente de dois (2) em dois anos e extraordinariamente sempre que necessário.

A sessão ordinária é convocada pelo Presidente da Conferência dos Ministros para as datas propostas pelo Estado que deve acolher a referida sessão.

As sessões extraordinárias são convocadas pelo Presidente da Conferência dos Ministros, quer por iniciativa própria ou a pedido da maioria dos Estados membros.

Artigo 9º: O Comité de Coordenação é o órgão técnico consultivo da Conferência dos Ministros.

É composto pelos Directores das Pescas ou de qualquer outro perito designado pelos Estados membros.

Tem por mandato:

- colaborar com o Secretário Permanente sobretudo no que diz respeito à organização das reuniões e a aplicação das decisões da Conferência dos Ministros.
- formular as recomendações na Conferência dos Ministros sobre as questões a examinar.

Artigo 12º: A estrutura permanente, órgão de execução da Comissão, é o Secretariado Permanente dirigido por um Secretário Permanente.

Sob proposta dos Estados membros, a Conferência dos Ministros decide da nomeação do Secretário Permanente por um período de quatro (4) anos renováveis uma (1) vez.

Os custos do funcionamento do Secretariado Permanente são assegurados através das cotizações dos Estados membros segundo uma tabela definida por decisão da Conferência dos Ministros, decisão essa que faz parte integrante da Convenção.

Artigo 13º: O Secretariado Permanente, sob a autoridade do Presidente da Conferência dos Ministros, está encarregado de:

- executar as decisões da Conferência dos Ministros;
- organizar as reuniões programadas;
- manter as comunicações regulares com os Estados membros por intermédio dos membros do Comité de Coordenação;
- preparar os documentos sobre as medidas convenientes de gestão no interesse da sub-região.
- elaborar, com os serviços de investigação os programas conjuntos de pesquisa a serem submetidos ao estudo e financiamento dos doadores;



- nomear o pessoal do Secretariado Permanente em conformidade com o estatuto do pessoal adoptado pela Conferência dos Ministros;
- submeter o projecto de orçamento da Comissão, à Conferência dos Ministros;
- executar o orçamento adoptado pela Conferência dos Ministros e prestar contas à Conferência sobre a execução do referido orçamento;
- representar a Comissão perante terceiros;
- apresentar um relatório das actividades à Conferência.

Artigo 14º: O Secretariado Permanente, depois do parecer favorável do Residente da Conferência dos Ministros, organiza tantas reuniões técnicas quantas forem necessárias.

Estas reuniões, que podem ser feitas em qualquer Estado membro, tem por objectivo o exame das questões científicas, técnicas jurídicas e económicas ou outras questões particulares que dizem respeito ao programa de cooperação adoptada pela Conferência dos Ministros. Elas são abertas aos peritos dos Estados Membros e outras personalidades convidados pelo Secretariado Permanente.

Artigo 15º: O Secretário Permanente é responsável perante a Conferência dos Ministros a qual presta contas das actividades do Secretariado. Entre as duas sessões ele depende do Presidente da Conferência dos Ministros.

Artigo 16º: As despesas engajadas pelos participantes devido à sua presença nas reuniões da Conferência dos Ministros, do Comité de Coordenação e às reuniões técnicas ficarão a cargo dos governos ou organizações respectivos.

As despesas engajadas para organizar no seu território uma reunião da Conferência dos Ministros, do Comité de Coordenação ou reuniões técnicas, ficarão a cargo do país de acolhimento.

Os recursos financeiros da Comissão incluem para além das contribuições dos Estados referidos no artigo 12º, parágrafo 3, as subvenções dos Estados ou dos organismos internacionais, os dons, doações e outros recursos compatíveis com os objectivos da Comissão.

Artigo 18º: Para a realização dos objectivos da Comissão, o Secretário Permanente pode cooperar, sempre que necessário, com os organismos nacionais e internacionais que possuam objectivos similares, afim de assegurar uma colaboração e uma coordenação eficazes das acções programadas, ficando a seu cargo a justificação das mesmas à Conferência dos Ministros.

Artigo 19º: O Secretário Permanente pode igualmente convidar qualquer organismo internacional apropriado para enviar técnicos ou observadores às reuniões da Comissão.

Artigo 21º: Qualquer Estado membro que deseje retirar-se da Comissão, deve notificá-lo por escrito ao Presidente da Conferência dos Ministros que informará imediatamente os outros membros.

A presente Convenção deixa de ser aplicada a este Estado num prazo de seis (6) meses a contar da data de notificação, sem prejuízo das obrigações, nomeadamente financeiras que resultam de anteriores engagements.

A saída de um Estado membro não implica a dissolução da Comissão.

No caso da saída de um Estado que assume a presidência da Conferência dos Ministros, a presidência será assumida pelo Estado que deve organizar a sessão ordinária seguinte da Conferência dos Ministros.

Artigo 25º: A presente convenção será submetida à ratificação dos Estados signatários em conformidade com os seus processos constitucionais respectivos. Os instrumentos de ratificação serão depositados junto do Estado sede, que informará os outros Estados membros.

Os Estados membros elaboram e adoptam os protocolos adicionais que prescrevem nomeadamente as medidas os procedimentos e as normas que visam precisar e reforçar as modalidades de aplicação das disposições da presente convenção.

#### Artigo 2º

A presente emenda entra em vigor depois da entrega dos instrumentos da ratificação pelos Estados membros.

Feito na Praia, República de Cabo Verde, a 14 de Julho de 1993, em língua inglesa árabe, francesa e portuguesa, os quatro (4) textos merecem igualmente crédito.

Pelo Governo da República de Cabo Verde, *Maria Helena M. Semedo*.

Pelo Governo da República da Guiné, *Ibrahima Sory Sow*.

Pelo Governo da República da Gambia, *Sajo Touray*.

Pelo Governo da República da Guiné Bissau, *Eduardo Fernandes*.

#### ANEXO I

### Privilégios e imunidades da Comissão Sub-Regional das Pescas

As imunidades e privilégios de que beneficia a Comissão Sub-Regional das Pescas nos territórios dos Estados membros são definidos no presente anexo à Convenção de 29 de Março de 1985, criando a Comissão Sub-Regional das Pescas.

Artigo primeiro: A Comissão goza no território dos Estados membros dos privilégios e imunidades necessários ao seu funcionamento salvo renúncia expressa da sua parte.



**Título I****Dos bens da comissão****Artigo 2º**

A sede e os outros locais da comissão são invioláveis; os seus bens e haveres estão isentos de requisição, confiscação, expropriação ou qualquer outra coação administrativa, judicial ou legislativa.

**Artigo 3º**

A sede está sob o controlo do Secretário Permanente da comissão.

Os funcionários ou agentes do governo do país hóspede, sejam eles administrativos, judiciários, militares ou da polícia não poderão penetrar na sede afim de si exercerem as suas funções oficiais senão com o consentimento do Secretário Permanente e nas condições definidas por este.

Todavia, o Secretário permanente deve impedir que a sede sirva de refúgio às pessoas:

— Perseguidas por flagrante delito,

— Procuradas devido à execução de uma decisão de justiça, de um mandato de expulsão ou que tentam subtraír-se à notificação de um acto de processo judiciário.

**Artigo 4º**

O Governo do país de acolhimento zela pela tranquilidade e pela segurança da sede.

A pedido do Secretário Permanente, o Governo do país de acolhimento zela pela manutenção da ordem na sede e faz expulsar, segundo as instruções do Secretário Permanente, qualquer pessoa que este julgar indesejável.

**Artigo 5º**

A Comissão goza, pelas suas comunicações oficiais, de um tratamento favorável igual ao que os Estados membros concedem a qualquer organização interestadual.

A correspondência oficial e as outras comunicações da comissão não podem ser censuradas; isto aplica-se, sem que esta enumeração seja exaustiva, às publicações, documentos, fotografias e aos registos audiovisuais destinados ao uso oficial da Comissão.

**Artigo 6º**

A Comissão está isenta de todos os direitos, impostos e taxas e de quaisquer proibições e restrições de importação, de exportação relativamente aos objectos importados por ela para seu uso oficial. Todavia os objectos assim importados em franquia não poderão ser vendidos no território dos Estados membros a não ser com o acordo do Estado no território do qual se fez a venda.

O Governo engaja-se a facilitar a entrada com franquia dos objectos destinados ao uso oficial da Comissão.

**Artigo 7º**

A Comissão tem o direito de utilizar, para as suas necessidades oficiais, os meios de transporte dos Governos dos Estados membros nas mesmas condições das missões diplomáticas permanentes.

**Artigo 8º**

Um protocolo adicional deve intervir entre os Estados membros afim de definir com precisão as condições de execução e de exploração de qualquer obra de interesse comum assim como as obrigações recíprocas dos Estados membros.

**Título II**

Das imunidades e privilégios dos funcionários agentes e técnicos da comissão

**Artigo 9º**

Os funcionários, agentes e técnicos da Comissão podem beneficiar das imunidades e privilégios abaixo citados desde que figurem numa lista que é transmitida regularmente pelo Secretário Permanente ao Ministério encarregado das relações externas do respectivo Estado. Os funcionários, agentes e técnicos autorizados estarão munidos de uma peça de identidade especial emitida pelo respectivo Ministério.

**Artigo 10º**

Os funcionários, agentes e técnicos da Comissão beneficiam dos privilégios e imunidades reconhecidos pelo Artigo V, secção 11 da Convenção sobre os privilégios e imunidades das Nações Unidas de 13 de Fevereiro de 1984.

**Artigo 11º**

Os representantes dos Estados membros da Comissão beneficiam dos privilégios e imunidades reconhecidos no Artigo V, secção 11 da Convenção sobre os privilégios e imunidades das Nações Unidas de 13 de Fevereiro de 1946.

**Artigo 12º**

Os privilégios e imunidades reconhecidos no presente anexo foram acordados no interesse da Comissão e não para benefício pessoal dos interessados. O Secretário Permanente levanta a imunidade de qualquer funcionário, agente ou técnico, em todos os casos onde, segundo a sua opinião, esta imunidade poderia entrar em acção da justiça e pode ser levantada sem prejudicar os interesses da comissão.

Nas mesmas condições, a imunidade do Secretário Permanente é levantada pela Conferência dos Ministros convocada em sessão extraordinária, ou se necessário por consulta em domicílio.

A Comissão colabora sempre com as autoridades competentes dos Estados membros com vista a facilitar uma boa administração da justiça, a assegurar a observância dos regulamentos de polícia e a evitar qualquer abuso que poderá pôr em causa privilégios, imunidades e facilidades enumerados no presente anexo.

## Artigo 13º

Os técnicos estrangeiros ligados à comissão a título de uma assistência técnica gozam no território dos Estados membros das mesmas imunidades, privilégios e facilidades, que são reconhecidos aos funcionários e agentes da Comissão.

## Artigo 14º

Além dos privilégios e imunidades previstos nos precedentes artigos, o Secretário Permanente, tanto no que lhe diz respeito como no que concerne ao seu cônjuge e filhos menores, gozarão dos privilégios, imunidades, isenções e facilidades concedidas, em conformidade com o direito internacional, aos representantes diplomáticos.

## Título III

## Clausulas finais

## Artigo 15º

As disposições do presente anexo são interpretadas, tendo em conta o seu objectivo, que é o de permitir à comissão de assegurar plena e eficazmente as suas funções e de atingir os seus objetivos.

## Artigo 16º

O Secretário Permanente pode concluir com vários Estados membros acordos adicionais, observando as disposições acima estabelecidas.

Os acordos adicionais serão, em cada caso, submetidos à aprovação da Conferência dos Ministros.

Artigo 17º: Qualquer outro país da sub-região que adira à Comissão em conformidade com o artigo 17º da Convenção de 29 de Março de 1985 que cria a Comissão Sub Regional das Pescas, é submetido às disposições do presente anexo.

## ANEXO II

Percentagem das cotizações para o orçamento do Secretariado Permanente da C.S.R.P.

País	Percentagem
Cabo Verde .....	13,30
Gambia .....	13,30
Guiné .....	20,00
Guiné-Bissau .....	13,40
Mauritania .....	20,00
Senegal .....	20,00
Total .....	100,00

## Resolução nº 38/V/96

de 30 de Dezembro

A Assembleia Nacional vota, no uso da faculdade conferida pela alínea a) do artigo 190º da Constituição, a seguinte resolução:

## Artigo 1º

É aprovada, para ratificação, a Convenção Relativa à Determinação das Condições de Acesso e de Exploração dos Recursos Haliêuticos ao Largo das Costas dos Estados Membros da Comissão Sub-Regional das Pescas, 1993, cujo texto em francês e a respectiva tradução não oficial em português fazem parte integrante do presente diploma.

## Artigo 2º

Esta resolução entra imediatamente em vigor e a referida Convenção produzirá efeitos de conformidade com o que nela se estipula.

Aprovada em 12 de Dezembro de 1996.

Publique-se.

O Presidente da Assembleia Nacional, *António do Espírito Santo Fonseca*.

**CONVENTION RELATIVE A LA DETERMINATION DES CONDITIONS D'ACCES ET D'EXPLOITATION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES AU LARGE DES COTES DES ETATS MEMBRES DE LA COMMISSION SOUS-REGIONALE DES PECHEES**

Le Gouvernement de la République du Cap-Vert, le Gouvernement de la République de Gambie, le Gouvernement de la République de Guinée, le Gouvernement de la République de Guinée-Bissau, le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie, le Gouvernement de République du Sénégal,

Conscients de la nécessaire collaboration de leurs efforts pour une exploitation rationnelle et harmonieuse des ressources halieutiques de la sous-région:

Soucieux de promouvoir une coopération plus étroite entre leurs peuples respectifs dans le cadre de l'exploitation de ressources maritimes au large de leurs côtes;

Convaincus de la nécessité pour leurs pays respectifs de tirer un réel profit de l'exploitation de leurs ressources halieutiques:

Ont convenu de ce suit:

## Article 1

L'accès aux ressources halieutiques des Etats de la Commission sous-régionale des pêches est déterminé par les dispositions contenues dans la présente Convention.

## Article 2

Tout Etat membre de la Commission sous-régionale des pêche peut, conformément au droit international, autoriser l'accès des navires battant pavillon d'un autre Etat au reliquant se la ressource disponible dans sa noze économique exclusive par le biais d'accords ou autres arrangements.

La durée de l'accès ne saurait excéder deux ans sauf cas exceptionnel et après avis favorable des institutions de recherche de l'Etat membre.

En tout état de cause, ces accords doivent contenir des clauses d'adaptation à l'effort de pêche autorisé par la disponibilité de la ressource.

#### Article 3

La demande de licence est formulée par une personne physique ou morale conformément aux dispositions de l'accord ou autre arrangement et doit comporter les informations requises par le formulaire figurant dans l'annexe I de la présente Convention.

En outre, tout Etat membre de la Commission sous-régionale peut exiger d'autres renseignements qu'il juge utiles.

#### Article 4

La durée de validité des licences délivrées peut varier selon les Etats compte tenu de la spécificité de leurs politiques de pêche ou de leurs pêcheries.

Toutefois, par souci d'une meilleure connaissance des prélèvements opérés dans les eaux de la sous-région et d'un approvisionnement régulier des populations en produits halieutiques, toute activité de navires-usines, de navires collecteurs ou de ramassage, doit être strictement réglementée.

En tout état de cause cette réglementation devra tenir compte des impératifs d'une gestion rationnelle de la ressource halieutique.

Une définition des termes de navires usines, navires collecteurs et navires de ramassage sera faite d'un commun accord par les Etats membres.

#### Article 5

La dimension minimale des mailles étirées des filets et chaluts des navires industriels autorisés dans les eaux sous juridiction des Etats membres de la Commission sous-régionale est précisée dans l'annexe II de la présente Convention.

#### Article 6

La délivrance de la licence de pêche à un navire pêchant dans le cadre d'un accord ou de tout autre arrangement intervient après vérification du respect par l'unité concernée de la réglementation sur l'immatriculation et le marquage des navires, notamment, en vigueur dans ledit Etat.

La licence ne sera pas accordée tant que les conditions exigées par ladite réglementation ne seront pas satisfaites par le navire requérant.

#### Article 7

Tout navire dûment autorisé, pêchant dans les eaux de la sous-région doit communiquer par la radio au service de l'Etat côtier qui lui a octroyé le droit de pêche, son entrée et sa sortie de la zone économique exclusive.

Avant toute action de pêche, tout navire, doit communiquer son plan indicatif de pêche et sa zone d'évolution: il doit par ailleurs indiquer, ou moins deux (2) fois par semaine, sa position ainsi que la quantité et la composition de sa capture.

#### Article 8

L'exercice effectif de la pêche après obtention de la licence est subordonné à l'embarquement d'un observateur désigné par l'Etat qui délivre l'autorisation de pêche.

Ledit observateur a rang d'officier à bord du navire sur lequel il est embarqué et doit pouvoir entrer en contact avec son administration d'origine chaque fois que de besoin.

#### Article 9

Dans le cadre de la conclusion d'accord de pêche ou autres arrangements entre un Etat membre de la Commission retiendra de préférence, parmi les contreparties, le débarquement d'une certaine quantité de produits halieutiques dans un des ports dudit Etat membre.

#### Article 10

Tout navire de pêche détenteur d'une licence opérant dans les eaux sous-juridiction d'un Etat membre est tenu de fournir des déclarations de captures conformément à la réglementation en vigueur dans ledit Etat.

#### Article 11

Les navires étrangers à la sous-région, autorisés à y pêcher sont tenus de prendre à leur bord des inscrits maritimes ressortissant de l'Etat ayant octroyé l'autorisation de pêche.

Le nombre de marins nationaux à embarquer sera déterminé d'un commun accord entre l'Etat dont le navire bat pavillon ou son représentant et l'Etat côtier.

#### Article 12

Les accords de pêche ou autres arrangements conclus en application de l'article 2 de la présente Convention.

1) – L'application du droit interne en cas d'infraction primaire notamment en matière de:

- \* fausse déclaration (article 3)
- \* pêche sans autorisation (article 4)
- \* dimension minimale des mailles (article 5)
- \* immatriculation et marquage des navires (article 6)
- \* communication des entrées et sorties des navires de la zone économique exclusive, du plan indicatif de pêche, de la zone d'évolution et de la position (article 7)

- \* embarquement d'un observateur (article 8)
- \* déclaration de captures (article 10)
- \* embarquement de marins nationaux (article 11)

2) – Le retrait de la licence de pêche, sans préjudice des sanctions prévues par le droit interne de l'Etat concerné en cas de récidive en matière de:

- \* pêche en zone interdite
- \* dimension minimale des mailles
- \* obstruction de mailles
- \* capture et détention d'espèce (s) prohibées (s)
- \* déclaration sur les caractéristiques physiques du navires, sur le type de pêche ou sur l'espèce cible.

Article 13

Lorsque, pour une ou plusieurs des infractions visées au paragraphes 2 de l'article 12 ci-dessus, il y a récidive dans au moins deux Etats membres durant la période de validité des licences délivrées par lesdits Etats, le navire incriminé doit être interdit de pêche dans l'ensemble des eaux sous juridiction des Etats membres.

Cette interdiction est notifiée aux différents Etats membres par le Président en exercice de la Conférence des Ministres, sur proposition dûment justifiée du Secrétaire permanent de la notification à l'amateur est faite par les autorités de l'Etat ou la récidive été constatée.

Article 14

La présente Convention pourra être révisée par la Conférence des Ministres de la Commission sous-régionale de pêches à la suite de la demande d'un Etat membre.

Toute demande de révision doit être adressée au Président de la Conférence des Ministres.

Article 15

La présente Convention peut être dénoncée par tout Etat membre. Elle cese de lui être appliquée six (6) mois après la date de notification de cette dénonciation au président de la Conférence des Ministres qui informe les Etats parties de la décision prise par l'Etat concerné.

Article 16

Tout différend portant sur l'interprétation et l'application des dispositions de la présente Convention est portée devant la Conférence des Ministres.

Les différends sont réglés à l'aimable par voie de conciliation, de médiation ou d'arbitrage.

Article 17

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres de la Commission sous-régionale des Pêches jusqu'au 14 juillet 1994 au Ministère des Affaires Etrangères de la République du Cap-Vert.

Article 18

La présente Convention entrera en vigueur après le dépôt du troisième (3 ème) instrument de ratification.

Article 19

Fait à Praia, République du Cap-Vert le 14 de Juillet 1993, en langues anglaise, arabe, française et portuguese, le quatre (4) textes faisant également foi.

Pour le gouvernement de la République du Cap Vert, *Maria Helena Semedo*. – Pour le gouvernement de la République de la Gambie, *Sajo Touray*.

Pour le gouvernement de la République de Guinée, *Ibrahima Sory Sow*. – Pour le gouvernement de la République de Guinée-Bissau, *Eduardo Fernandes*.

Pour le gouvernement de la République Islamique de Mauritanie, *Abdallahi Ould Abdi*. – Pour le gouvernement de la République du Sénégal, *Abdouahmane Sow*.

ANNEX I

COMMISSION SOUS-REGIONALE DES PECHEES

SECRETARIAT PERMANENT

1 Rue Joris – DAKAR

SENEGAL

FORMULAIRE D'ENREGISTREMENT  
DES NAVIRES DE PECHEES

Partie réservée à l'administration	Observations
Origine .....	
Date d'établissement .....	
.....	

ANNEX II

Dimensions minimales des mailles des filets et chaluts des navires industriels autorisée.

La dimension minimale des mailles des filets et chaluts des navires autorisés, visée à l'article 5 de la Convention est fixée, comme suit:

– navires industriels ayant pour cible les espèces démersales côtières:

- x option poissons ..... 70 mm
- x option crevettes ..... 50 mm

– navires industriels ayant pour cible les espèces démersales profondes:

- x option poissons et céphalopodes ..... 70 mm
- x option crevettes ..... 40 mm

– navires pratiquant le chalutage pélagique 40 mm



N° et date d'enregistrement .....

N° Registre de Commerce .....

Prénoms et Nom du responsable .....

Date et Lieu de Naissance .....

Profession .....

Adresse .....

Nombre d'employés ..... Permanents ..... Temporaires .....

Nom et adresse du responsable .....

II - Navire

Nom du propriétaire ..... Type de Navire ..... N° .....

d'Immatriculation .....

Nouveau Nom .....

Date et Lieu de Construction .....

Nationalité d'origine ..... Nationalité actuelle .....

Date de prise de pavillon .....

Longueur H T ..... Largeur H T ..... Tirant d'eau .....

Marque du moteur principal ..... Type ..... Puissance en CV .....

N° du moteur .....

Hélice à: Pas fixe  , Pas variable  ; Tuyère

Vitesse de transit .....

Indicatif d'appel ..... Fréquence d'appel .....

Moyens de détection, de ravigation et de transmission:

Radar  Sonar  Sondeur Corde de des Nez Sond

VHE  BLU  Navig. Santellite  autres

CONVENÇÃO RELATIVA À DETERMINAÇÃO DAS CONDIÇÕES DE ACESSO E DE EXPLORAÇÃO DOS RECURSOS HALIÉUTICOS AO LARGO DAS COSTAS DOS ESTADOS MEMBROS DA COMISSÃO SUB-REGIONAL DAS PESCAS

O Governo da República de Cabo Verde, o Governo da República da Gâmbia, o Governo da República da Guiné,

o Governo da República da Guiné-Bissau, o Governo da República Islâmica da Mauritânia, o Governo da República do Senegal;

Conscientes da necessária colaboração dos seus esforços para uma exploração racional e harmoniosa dos recursos haliêuticos da sub região;

Preocupados em promover uma cooperação mais estreita entre os seus povos respectivos, no quadro da exploração dos recursos marítimos ao largo das suas costas;

Cientes da necessidade para os seus países respectivos de retirar um real benefício da exploração dos seus recursos haliêuticos:

Acordaram o que se segue:

#### Artigo 1º

O acesso aos recursos haliêuticos dos Estados da Comissão sub-regional das pescas é determinado pelas disposições contidas na presente Convenção.

#### Artigo 2º

Qualquer Estado membro da Comissão sub regional das Pescas pode, em conformidade com o direito internacional, autorizar o acesso dos navios que arvoram a bandeira de outro Estado com o saldo de recurso disponível dentro da sua zona económica exclusiva através de acordos ou outros dispositivos.

A duração do acesso não deve exceder os dois anos salvo em casos excepcionais e depois do parecer favorável das instituições de pesquisa do Estado membro.

Seja como for, estes acordos devem conter cláusulas de adaptação ao esforço de pesca autorizado pela disponibilidade dos recursos.

#### Artigo 3º

O pedido de licença é formulado por uma pessoa física ou moral em conformidade com as disposições do acordo ou qualquer outro dispositivo e deve suportar as informações exigidos pelo formulário que figura no anexo I da presente Convenção.

Além disso, qualquer Estado membro da Comissão Sub-Regional pode exigir outras informações que julgar úteis.

#### Artigo 4º

A duração da validade das licenças emitidas pode variar segundo os Estados, tendo em conta a especificidade das suas respectivas políticas de pesca ou pesca-rias.

Todavia, com a preocupação de um melhor conhecimento dos levantamentos operados nas águas da sub região e de um abastecimento regular das populações em produtos haliêuticos, qualquer actividade de navios-fábrica, de navios colectores ou de recolha, deve ser estritamente regulamentada.

Seja como for esta regulamentação deverá ter em conta os imperativos de uma gestão nacional dos meios haliêuticos.

Uma definição dos termos de navios-escolas, navios colectores e navios de apanha será feita de comum acordo com os Estados Membros.

#### Artigo 5º

A dimensão mínima das malhas estiradas das redes e arrastões dos navos industriais autorizados a entrar

nas águas sob jurisdição dos Estados membros da Comissão sub-regional está fixada no anexo II da presente Convenção.

#### Artigo 6º

A emissão da licença de pesca para um navio que pesca no quadro de um acordo ou de outro entendimento intervém depois da intervenção do respeito pela unidade respeitante à regulamentação sobre a matrícula e a marca dos navios em vigor nos referidos Estados.

A licença não será outorgada enquanto as condições exigidas não estiverem satisfeitas pelo navio requerente.

#### Artigo 7º

Todo o navio devidamente autorizado a pescar nas águas da sub-região deve comunicar pela rádio a sua entrada e saída da zona económica exclusiva ao Estado Costeiro que lhe outorga a licença.

Antes de qualquer actividade de pesca, todo o navio deve comunicar o seu plano indicativo de pesca e a sua zona de evolução: ele deve indicar ao menos duas vezes por semana, a sua posição assim como a quantidade e a composição da captura.

#### Artigo 8º

O exercício da pesca após a obtenção da licença está subordinada ao embarque de um observador designado pelo Estado que concedeu a autorização de pesca.

O referido observador tem o estatuto de oficial a bordo do navio no qual embarcou e deve poder entrar em contacto com a sua administração de origem que necessário.

#### Artigo 9º

No quadro da conclusão do acordo de pesca ou outros acordos entre um Estado membro da Comissão Sub-Regional das Pescas e um terceiro Estado, o Estado membro retirará de preferência, entre as contrapartidas, o desembarque de um certo número de produtos haliêuticos nos portos do referido Estado membro.

#### Artigo 10º

Qualquer navio de pesca portador de uma licença que opera nas águas sob jurisdição de um Estado membro deve fornecer as declarações de capturas em conformidade com a regulamentação em vigor no referido Estado.

#### Artigo 11º

Os navios estrangeiros à sub-região, autorizados a pescar são obrigados a embarcar os incritos marítimos pertencentes ao Estado que concedeu a autorização de pesca.

O número de marinheiros nacionais a embarcar será determinado de comum acordo entre o Estado cujo navio arvora a bandeira ou o seu representante e o Estado costeiro.

Artigo 12º

Os acordos de pesca ou outras disposições concluídas com a aplicação do artigo 2º da presente Convenção, devem prevêr, a título de sanções:

- 1) – A aplicação do direito interno no caso de infracção primária, nomeadamente em matéria de:
  - \* falsa declaração (artigo 3º)
  - \* pesca sem autorização (artigo 4º)
  - \* dimensão mínima das malhas (artigo 5º)
  - \* matrícula e marcação dos navios (artigo 6º)
  - \* comunicação das entradas e saídas dos navios da zona económica exclusiva, do plano indicativo de pesca, na zona de evolução e da posição (artigo 7º)
  - \* embarque de um observador (artigo 8º)
  - \* declaração de capturas (artigo 10º)
  - \* embarque de marinheiros nacionais (artigo 11º)
- 2) – A retirada da licença de pesca, sem prejuízo das sanções previstas pelo direito interno do Estado concernente no caso de reincidência em matéria de:
  - \* pesca em zona interdita
  - \* dimensão mínima das malhas
  - \* obstrução das malhas
  - \* captura e detenção de espécie(s) interdita(s)
  - \* declaração sobre as características físicas dos navios, sobre o seu tipo de pesca ou sobre a espécie alvo.

Artigo 13º

Quando por uma ou várias infracções visados no parágrafo 2 do artigo 12º, acima citado, houve reincidência em pelo menos dois Estados membros durante o período de validade das licenças emitidas pelo respectivos Estados, o navio incriminado deve ser proibido de pescar no conjunto das águas sob jurisdição dos Estados membros.

Esta interdição é notificada aos diferentes Estados membros, pelo Presidente em exercício da Conferência dos Ministros, sob proposta devidamente justificada do Secretário Permanente da Comissão sub-regional das pescas.

A notificação ao armador é feita pelas autoridades do estado ou se a reincidência foi constatada.

Artigo 14º

A presente Convenção poderá ser revista pela Conferência dos Ministros da Comissão sub regional das pescas no seguimento do pedido de um estado membro.

Quanquer pedido de revisão deve ser endereçado ao Presidente da Conferência dos Ministros.

Artigo 15º

A presente Convenção pode ser denunciada por qualquer Estado membro. Ela cessa de ser aplicada seis (6) meses depois da data da notificação desta denúncia, ao Presidente da Conferência dos Ministros que informa

os Estados partes da decisão tomada pelo Estado concernente.

Artigo 16º

Todos os diferendos surgidos da interpretação e da aplicação das disposições da presente Convenção são submetidos à Conferência dos Ministros.

Os diferentes são resolvidos amigavelmente pela via da conciliação, da mediação ou da arbitragem.

Artigo 17º

A presente Convenção está aberta para a assinatura dos Estados membros da Comissão Sub-Regional das Pescas até ao dia 14 de Julho de 1994 no Ministério dos Negócios Estrangeiros da República de Cabo Verde.

Artigo 18º

A presente Convenção entrará em vigor depois do depósito do terceiro instrumento de ratificação.

Artigo 19º

Feito na Praia, República de Cabo Verde no dia 14 de Julho de 1993, em língua inglesa, arabe, francesa e portuguesa, os quatro (4) textos merecendo igualmente crédito.

Pelo Governo da República de Cabo Verde, *Maria Helena Semedo.* –

Pelo Governo da República da Gambia, *Sajo Touray.*

Pelo Governo da República da Guiné, *Ibrahima Sory Sow.*

Pelo Governo da República da Guiné-Bissau, *Eduardo Fernandes.*

Pelo Governo da República Islamique da Mauritanie, *Abdallahi Ould Abdi.* –

Pelo Governo da República do Sénegal, *Abdouhmane Sow.*

FORMULÁRIO DE REGISTO DOS NAVIOS DE PESCA

Parte reservado à administração	Observação
Origem .....	
Data de formulação .....	

ANEXO II

Dimensões mínimas das malhas das redes e arrastões dos navios aurorizados.

A dimensões mínimas das malhas das redes e arrastões dos navios aurorizados, visada no artigo 5º da Convenção está fixada como se segue:

- navios industriais tendo por alvo as espécies «demersais» costeiras:
  - x «opção peixe ..... 70 mm
  - x «camarões ..... 50 mm
- navios industriais tendo por alvo as espécies «demersais» profundas:
  - x opção peixe e cefalopodes .. 70 mm
  - x « camarões ..... 40 mm
- navios praticando a pesca de arrasto pelágica 40 mm

Firma social .....  
 Nº e data de registo .....  
 Nº do registo do Comércio.....  
 Nome e apelido do responsável.....  
 Data e local de nascimento .....  
 Profissão .....

Endereço .....  
 Nº de empregados ..... Permanentes ..... Temporários .....  
 Nome e endereço do responsável .....

II - NAVIOS

Nome do proprietário ..... Tipo do navio ..... Nº .....  
 Matrícula .....  
 Nome actual ..... Artigo nome .....  
 Data e Local da Construção .....  
 Nacionalidade de origem ..... Nacionalidade actual .....  
 .....  
 Data tomada da bandeira .....  
 Comprimento ..... Largura NT ..... Calado .....  
 Marca do motor principal ..... Tipo ..... Potência em SV .....  
 Nº do motor .....

Hélice de: Pás fixa

Pás variável

Agulha

Velocidade de trânsito .....

Indicativo de chamada ..... Frequência da chamada .....

Meios de detenção e de transmissão:

Radar

Sonar

Sondador Corda dos Nets Sond

VHF

BLU

Vavio Satélite

Outros